

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 7:	DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10:	OFFRE TECHNIQUE.....	6
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE.....	7
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES PLIS DES OFFRES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 16:	CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES	9
ARTICLE 17:	ANNULATION DE LA CONSULTATION	11
ARTICLE 18:	ECLAIRCISSEMENT SUR LES OFFRES.....	12
ARTICLE 19:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	12
ARTICLE 20:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	12
ARTICLE 21:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	12
ARTICLE 22:	RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	12
ANNEXE		14



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert N° 05/CSEFRS/2018, ayant pour objet **l'élaboration du manuel de procédures relatif à la gestion administrative et la gestion des ressources humaines pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire à ce décret est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique(CSEFRS).**

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en lot unique.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement, art 27 du décret n° 2-12-349 ;
- d. Le bordereau du prix global ;
- e. La décomposition du prix global ;
- f. Le modèle de déclaration sur l'honneur, art 25 du décret n° 2-12-349 ;
- g. Le présent règlement de consultation.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards, aux exigences du dossier d'appel d'offres. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions des articles 26, 138 et 159 du décret précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à **l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349** précité, relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de **dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication** de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.



ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux du Pôle Ressources du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à **Angle Avenue AL MELIA Et ALLAL EL FASSI Hay Riad Rabat**, dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 7: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du CSEFRS, **Angle Avenue AL MELIA Et ALLAL EL FASSI Hay Riad - Rabat**.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse est fournie au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés de l'Etat.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires auprès de ces organismes et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :

- En liquidation judiciaire ;
- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 sur les marchés publics ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.



ARTICLE 9: LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1) Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La déclaration sur l'honneur en un exemplaire comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 sur les marchés publics (modèle en annexe) ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.
- c) En cas de groupement, joindre au dossier administratif une copie légalisée de la **convention de la constitution** du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention et la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité ;

1.2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité.
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce **pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.**

NB : La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

NB : En cas de groupement :

Chaque membre du groupement **conjoint**, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.



Les membres du groupement **solidaire**, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

La convention de la constitution du groupement doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2) Un dossier technique comprenant

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ; et l'importance des prestations qu'il a exécutées dans le domaine de réalisation de manuel de procédures. Ces informations seront récapitulées dans un tableau de synthèse.
- b) Des attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels **des prestations de la même nature ont été exécutées par le soumissionnaire dans le secteur public ou privé entre 2013 et 2017**. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

ARTICLE 10: OFFRE TECHNIQUE

Les soumissionnaires doivent présenter une offre technique faisant ressortir leurs capacités à réaliser un manuel de procédures au moyen de compétences de haut niveau ayant une large expérience dans ce type d'étude, selon une méthodologie pertinente, adaptée aux termes de référence et un planning de réalisation.

A cet effet, l'offre technique doit faire ressortir :

1. **Méthodologie de réalisation** : Le soumissionnaire doit présenter une note méthodologique pertinente, développée et adaptée aux termes de référence en précisant :
 - la démarche à adopter pour la conduite de l'étude ;
 - la consistance des services et des livrables ainsi que les méthodes et les outils proposés pour réaliser les différentes phases de l'étude ;
 - le planning et le chronogramme d'affectation des experts faisant ressortir les tâches confiées à chaque membre ainsi que leur qualification et la durée allouée à chaque tâche ;
 - Le cadrage et l'organisation des travaux.
2. **Qualification de l'équipe proposée** : le soumissionnaire doit présenter les moyens humains qu'il entend mobiliser dans le cadre de cette mission, en précisant le profil, les qualifications professionnelles et la fonction au sein de cette équipe.

Le soumissionnaire doit joindre à l'offre technique les curriculums vitae des intervenants dûment signés et légalisés (Cf. Article 11 du CPS) par les personnes concernées et par le soumissionnaire, conformément au modèle annexé au présent règlement de consultation, et les copies certifiées conformes des diplômes des experts. Les experts doivent préciser au niveau de leur CV leur fonction actuelle.



Le soumissionnaire doit mettre en place une équipe qualifiée ayant une expérience confirmée dans les domaines en relation avec l'objet de l'appel d'offre. Elle doit se composer d'au moins :

- **D'un chef de projet**, de formation supérieure et ayant une expérience d'au moins de 10 ans dans l'élaboration des manuels de procédures ou domaines similaires ;
- **D'au moins de deux intervenants** ayant une formation supérieure et ayant au minimum une expérience de 7 ans dans le domaine de l'appel d'offre.

N.B :Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus ou propose une équipe n'ayant pas les qualifications minimales exigées, sera écarté.

ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349, le concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément au modèle ci-joint, en un seul exemplaire.

Cet acte dûment rempli et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois.

Lorsqu'il est souscrit par un groupement (art 157 du décret), il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b. Le bordereau des prix global et la décomposition du montant global établi conformément au modèle ci-joint.

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être **libellé en chiffres et en toutes lettres**.
- Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être **libellés en chiffres**.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau de prix global et ceux de sa décomposition, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau du prix global, le montant de ce derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter, outre Le CPS dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté » :

- a. Un dossier administratif précité (Cf. article 9, paragraphe 1 ci-dessus) ;
- b. Un dossier technique précité (Cf. article 9, paragraphe 2 ci-dessus) ;
- c. Une offre technique précitée (Cf. article 10 ci-dessus) ;
- d. Une offre financière comprenant (Cf. article 11 ci-dessus):
 - d.1- L'acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en Annexe ;
 - d.2- Le bordereau des prix global ;
 - d.3- La décomposition du montant global.



ARTICLE 13: PRESENTATION DES PLIS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par le contractant est mis dans un pli portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'appel d'offres ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois (03) enveloppes distinctes :

a) **La première enveloppe** outre le CPS signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté» et paraphé sur toutes les pages, contient le dossier administratif et le dossier technique.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif et technique** ».

b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».

c) **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre technique** ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet de l'appel d'offres ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit:

- déposés contre récépissé au **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Angle Avenue AL MELIA et ALLAL EL FASSI Hay Riad - Rabat.**
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- transmis par voie électronique via le site web www.marchespublics.gov.ma

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial **conformément à l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité.** Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.



ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 sur les marchés publics.

ARTICLE 16: CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet, conformément à l'article 35 du décret n° 2.12.349. Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, 39, 40 et 41 du décret n° 2.12.349 précité.

Seules les offres admissibles feront l'objet de l'évaluation décrite ci-dessous :

1. Phase 1 : Analyse préliminaire des offres

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des propositions par rapport aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales et du règlement de la consultation du présent appel d'offres. Elle concerne notamment le dossier administratif et le dossier technique. Cette analyse doit se conformer aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-12-349. Elle se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux articles du marché ou du présent règlement de la consultation

2. Phase 2 : Evaluation technique des offres

Ne seront prises en compte lors de cette étape que les offres ayant été retenues à l'issue de la première étape.

La commission procédera à l'analyse des offres techniques sur la base des critères suivants :

- Expérience du soumissionnaire dans le domaine de l'appel d'offre
- La méthodologie et le plan de travail proposés par le prestataire
- le planning et le chronogramme d'affectation des experts par phase et par tâche
- Les qualifications, et l'expérience de l'équipe proposée pour la réalisation de la mission.

La commission attribuera le marché au concurrent dont on aura jugé que l'offre répond aux conditions de la consultation et qu'elle est la plus avantageuse, à conditions qu'on ait également déterminé que le concurrent est qualifié pour exécuter le marché de façon satisfaisante.

Une note technique (NT) sur 100 sera attribuée à chaque concurrent et calculée selon le barème et les critères ci-après :



1) Expérience du concurrent dans le domaine des prestations objet de l'appel d'offres (NT1).

Ce critère sera apprécié à travers les attestations de références de chaque concurrent (sur 10 points) :

Critères d'évaluation	Barème	Nombre d'attestation	Notation
Nombre d'attestations de référence obtenues pour la réalisation des études similaires sur les trois (3) dernières années	10	Plus de cinq attestations	10 points
		Trois à cinq attestations	8 points
		deux attestations	5 points
		Une attestation	1 point

2) Méthodologie et démarche pour la réalisation de l'étude sur 40 points (NT2):

1. Méthodologie	30 points
- Méthodologique et démarche pertinentes, développées et adaptées aux termes de référence	Entre 25 et 30
- Méthodologique et démarche pertinentes mais peu adaptées aux termes de référence	Entre 15 et 25
- Méthodologique et démarche non appropriées	Entre 5 et 15
2. Planning et chronogramme d'affectation des experts par phase et par tâche	10 points
- planning et chronogramme d'affectation offrant une bonne cohérence	10
- planning et chronogramme d'affectation offrant une cohérence moyenne	6
- planning et chronogramme d'affectation non adapté	3

3) Qualifications et compétences des experts et autres membres de l'équipe sur 50 points(NT3) :

La note qui sera attribuée aux moyens humains est la somme des notes obtenues pour chaque expert ou profil.

1. CHEF DU PROJET	25 POINTS
A. Nature des diplômes	/5 POINTS
Plus que bac +5	5 points
bac + 5	3 points
B. Expérience dans le domaine	20 POINTS
Supérieur à 15 ans	20 points
De 10 à 15 ans	15 points
10 ans	10 points
2. MEMBRES DE L'EQUIPE	25 POINTS
A. Nature des diplômes	/5 POINTS
Plus que bac +5	5 points
bac + 5	3 Points
B. Expérience dans le domaine	20 POINTS
Supérieur à 10 ans	20 points
De 7 à 10 ans	15 points
7 ans	12 points

N.B : La note qui sera attribuée aux membres de l'équipe est le résultat de la moyenne des notes obtenues par chaque membre.



Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une **note technique supérieure ou égale à 70 points** (la note technique est égale : $NT = NT1 + NT2 + NT3$).

3. Phase 3 : Analyse financière comparative des offres :

L'évaluation financière ne concerne que les offres des concurrents admissibles à l'issue de l'évaluation technique (Phase 2).

Il sera affectée une note de 100 points à l'offre financière la moins disante.

Les autres offres seront affectées chacune, d'une note correspondante (NF) par l'application de la formule suivante : **$NF = 100 \times (MD / M)$**

MD : désigne le montant de l'offre la moins disante

M : désigne le montant de l'offre considérée

NF : désigne la note qui sera attribuée à l'offre considérée

MD et M sont les montants en DH.

4. Phase 4 : Analyse technico – financière

Les offres techniques et financières seront comparées pour déterminer l'offre évaluée la plus avantageuse. Un coefficient de pondération de 70 % sera appliqué à l'offre technique et de 30% pour l'offre financière.

La note globale sera obtenue par l'addition des notes techniques et financières.

$$NG = (NT \times 0.7) + (NF \times 0.3)$$

En cas d'égalité de la note globale d'évaluation des offres, le candidat qui aura la meilleure note technique sera désigné attributaire.

ARTICLE 17: ANNULATION DE LA CONSULTATION

Conformément à l'article 45 du Décret n° 2.12.349

1. Le Maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

- a) lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
- b) lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
- c) lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
- d) lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
- e) lorsqu'il n'y pas eu de concurrence ;
- f) en cas de réclamation fondée d'un concurrent sous réserve des dispositions de l'article 169 du décret précité.

2. Le Maître d'ouvrage informe par écrit, les concurrents et l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres et communique une copie de la décision d'annulation aux membres de la commission d'appel d'offres.

3. L'annulation d'un appel d'offres ne peut justifier le recours à la procédure négociée.



ARTICLE 18: ECLAIRCISSEMENT SUR LES OFFRES

En application de l'article 38 du décret n° 2.12.349, la commission peut, avant d'émettre son avis, demander, par écrit, à un ou plusieurs concurrents auprès desquels elle juge nécessaire d'obtenir tout éclaircissement sur leurs offres techniques. Ces éclaircissements, à formuler par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans leurs offres techniques.

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les consultants, peut demander à ceux-ci de présenter, par écrit, de nouvelles offres. Si les consultants intéressés se refusent à faire de nouvelles offres à des prix inférieurs ou si les réductions offertes sont encore égales, la commission procède entre eux à un tirage au sort pour désigner le consultant à retenir.

A équivalence d'offres, un droit de préférence est attribué à l'offre présentée par une coopérative de production régie par la législation en vigueur.

ARTICLE 19: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le Maître d'Ouvrage pourra demander aux concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 20: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 21: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

ARTICLE 22: RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Le résultat définitif de l'appel d'offres aura lieu conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n°2.12.349 précité.



Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de donner suite à l'appel d'offres.

Aucun concurrent ne peut prétendre à une indemnité, si ses propositions ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° 05/CSEFRS/2018

OBJET : A L'ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES CONCERNANT LA GESTION ADMINISTRATIVE ET LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE. – LOT UNIQUE –

<u>PRESENTE PAR</u>  Abdelhak MSELLAK Chef de Département Ressources Humaines et Logistique	<u>VERIFIE PAR</u>  KHADDOUJ BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>VALIDE PAR</u>
<u>SIGNE ET APPROUVE PAR</u>	



ANNEXE



ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DE LA PRESTATION

Nom et prénom	qualité	Expériences acquise dans des prestations similaires (année)
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°2
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. **NOM DE L'EXPERT** [nom complet]
2. **DATE DE NAISSANCE** _____ **NATIONALITE** _____
3. **FORMATION** [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention]
4. **AUTRES FORMATIONS** [indiquer toute autre formation reçue]
5. **LANGUES** : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite]
6. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE** : [commençant par le poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'expert depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous),
Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.]
Depuis [Année] _____ Jusqu'à [Année] _____
Employeur : _____
Poste : _____

<p>7. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE QUI ILLUSTRER LE MIEUX SA COMPETENCE [Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'expert pour les tâches mentionnées au point 8]</p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>	<p>8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES [Indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition]</p>
--	---

9. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année



ANNEXE N° 3
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N° 05/CSEFRS/2018 relatif à l'élaboration du manuel de procédures concernant la gestion administrative et la gestion des ressources humaines pour le compte du Conseil supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifiques -lot unique-

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS sous le n° : ;

Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n°.....

.....

N° de la patente

.....

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) ;

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrit au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....

.....

N° de la patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix global établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)



Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

ANNEXE N° 4



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N° 05/CSEFRS/2018
- Objet du marché : L'élaboration du manuel de procédures concernant la gestion administrative et la gestion des ressources humaines pour le compte du Conseil supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifiques -lot unique-.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :Affilié à la CNSS sous le
n° :
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le N°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour le compte..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affiliée à la CNSS sous le N°
Inscrit au registre du commerce (Localité) sous le n°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR..... (RIB)

Déclare sur l'honneur

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.
3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance ;
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ;
 - que celle - ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
5. m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personnes interposées des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
6. m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché
7. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité
8. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.



9. Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret N° 2.12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

